

N° 5266²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

relative à l'adaptation budgétaire des projets de construction
autorisés par

- 1) la loi du 29 juillet 1993 relative au réaménagement du complexe Abbaye de Neumünster en un Centre Culturel de Rencontre;
- 2) la loi du 20 janvier 1999 relative
 - a) à la transformation et à la restauration des maisons Printz et Richard à Luxembourg;
 - b) aux travaux supplémentaires concernant l'agrandissement et la transformation du bâtiment de la Chambre des Députés ainsi qu'à l'aménagement des installations multimédias afférentes;
- 3) la loi du 24 février 1999 relative à la restructuration et l'extension du Lycée technique Nic-Biever de Dudelange;
- 4) la loi du 29 avril 1999 relative à l'extension et la remise en état de certains bâtiments du Centre pénitentiaire de Givenich

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS

(19.4.2004)

La Commission se compose de: M. Nicolas STROTZ, Président-Rapporteur; MM. Jeannot BELLING, Niki BETTENDORF, Jean-Pierre KOEPP, Nico LOES, Jos SCHEUER, John SCHUMMER, Fred SUNNEN, Mme Renée WAGENER, MM. Lucien WEILER et Georges WOHLFART, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le 30 décembre 2003, Madame la Ministre des Travaux Publics a déposé le projet de loi sous rubrique à la Chambre des Députés. Le projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'une fiche financière détaillée ainsi que de divers plans de construction.

En date du 2 février 2004, le projet de loi a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat. Ce dernier a rendu son avis le 16 mars 2004.

Dans sa réunion du 14 janvier 2004, la Commission des Travaux Publics a désigné son rapporteur en la personne de M. Nicolas STROTZ. Dans la réunion du 25 mars 2004, la Commission a analysé les éléments essentiels du texte ainsi que l'avis du Conseil d'Etat.

Le présent rapport a été examiné et adopté dans la réunion du 19 avril 2004.

*

2. OBJET DE LA LOI

Le projet de loi sous examen a pour objet d'autoriser le Gouvernement à adapter les enveloppes financières antérieurement arrêtées pour le réaménagement, l'extension et la remise en état du complexe Abbaye de Neumünster en un Centre Culturel de Rencontre, de certains bâtiments du Centre pénitentiaire de Givenich, des maisons Printz et Richard et du Lycée technique Nic-Biever de Dudelange. Il s'agit d'adapter lesdites dépenses à l'évolution réelle et actuelle des chantiers respectifs. Ces adaptations ou majorations, il est vrai, sont substantielles pour s'élever pour le moment à la somme de 11.650.000.– euros pour l'ensemble des projets de construction en question.

*

3. LES ADAPTATIONS BUDGETAIRES EN DETAIL

a. Considérations générales

Le phénomène de devoir recourir à des adaptations budgétaires n'est pas nouveau. A plusieurs reprises, l'enveloppe budgétaire de certains projets a dû être adaptée en fonction de la sous-évaluation du coût de construction, de l'évolution technologique et réglementaire ou de l'évolution programmatique des projets de construction. Ces derniers sont souvent dans l'incapacité d'anticiper les événements imprévisibles de nature politique, économique ou sociale ayant des conséquences importantes sur les projets. S'y ajoutent les contraintes relatives aux ambitions du Gouvernement de réduire les émissions de CO₂ dans les bâtiments publics. Il faut rappeler que la politique gouvernementale, sur initiative du Parlement, a choisi de prévoir un investissement supplémentaire de l'ordre de 1% sur le coût de construction des immeubles à construire par l'Etat pour la promotion des énergies renouvelables (p. ex. l'installation d'équipements photovoltaïques).

b. Chambre des Députés – Annexe (Maisons Printz et Richard)

L'adaptation budgétaire concerne en premier lieu l'aménagement d'une verrière, située entre les différents corps de bâtiments de l'îlot Printz, permettant de créer un élément harmonieux reliant ces bâtiments entre eux et soulignant l'unité de l'ensemble administratif de la Chambre des Députés. La réalisation de cette verrière contribuera à l'amélioration de la luminosité des espaces de circulation et permettra de créer une surface de déambulation supplémentaire d'environ 70 m² à proximité et au même niveau que la salle des séances publiques. Les dimensions de la verrière et des façades protégeant l'atrium sont approximativement de 13 mètres de hauteur (façade de la rue du Marché-aux-Herbes) et 20 mètres de longueur, alors que sa largeur moyenne est d'environ 5 mètres.

Les responsables du groupe de travail „Complexe Richard et Printz“ de la Chambre des Députés ont proposé d'équiper les quatre salles de commission de façon à pouvoir y installer des caméras pour garantir des enregistrements et retransmissions éventuels. Des caméras fixes seront également installées dans deux salles de commission. Ce projet nécessite quelques autres adaptations techniques, dont le détail est décrit à l'exposé des motifs du projet sous rubrique.

Le coût total de ces travaux, dont 2.050.000.– euros pour équipements informatiques et audiovisuels, s'élève à un montant de 4.950.000.– euros (Total TTC arrondi).

c. Lycée technique Nic-Biever à Dudelange

Au cours des travaux relatifs au réaménagement du bâtiment „Wolkeschdall“, il s'est avéré que l'extrémité de la partie ouest de l'immeuble présentait des fissures importantes au niveau de ses fondations dues à des dégâts d'eau en l'absence de tout drainage. De plus, un détachement de cette partie du bâtiment a été détecté, rendant sa démolition et sa reconstruction quasi incontournable. Du fait que le bâtiment „Wolkeschdall“ et le nouveau bâtiment B1 fonctionnent comme un établissement scolaire sur un même site, il est envisagé de réaliser l'aménagement d'un passage souterrain, solution la moins dommageable par rapport au cadre environnant. La liaison, de forme courbe et d'une longueur de 25 mètres, sera réalisée en béton armé et isolée thermiquement et contre l'humidité. La reconstruction de la partie sinistrée du bâtiment sera réalisée en maçonnerie isolante pourvue d'un induit minéral de façade.

Dans le but de promouvoir les énergies renouvelables et afin de sensibiliser les élèves du Lycée aux nouvelles technologies en cette matière, il a été proposé d'intégrer des cellules photovoltaïques respectivement des panneaux solaires dans différents éléments de construction du nouveau projet. L'installation existante depuis 1989 ne sera plus utilisée. Pour l'intégration des cellules photovoltaïques, l'étude réalisée par le bureau d'études suisse TNC Consulting AG a révélé que le bâtiment des ateliers, la „Villa“, hébergeant l'administration du Lycée, ainsi que le futur bâtiment de la cantine sont particulièrement propices à être équipés par de tels systèmes.

Etant donné que les différents bâtiments du Lycée Technique Nic-Biever ont été victimes, à plusieurs reprises, de cambriolages nocturnes visant essentiellement le matériel informatique, l'installation d'un système de détection d'infraction est prévue.

Le devis du projet de loi du 1 octobre 1998 relatif à la restructuration et à l'extension du Lycée Technique Nic-Biever, prévoyait un budget de 1.363.000.– euros HTVA destiné à l'installation de structures provisoires sous forme de salles de classe préfabriquées afin de pouvoir accueillir les élèves à déloger durant les travaux dans les bâtiments existants. Au cours des travaux, il s'est avéré que le déphasage des travaux entraînerait un besoin en salles de classe provisoires plus important qu'initialement prévu.

Le montant total des travaux décrits ci-dessus s'élève à 2.100.000.– euros (total TTC arrondi).

d. Abbaye Neumünster – Salle de spectacle Robert-Kriepps (ancienne salle Tutesall)

L'ancien Tutesall a pour vocation d'être à la fois la salle de conférences la plus vaste du complexe et la salle de spectacle. Afin de l'équiper d'infrastructures scéniques suffisantes, et suite à la demande du Ministère de la Culture, le bureau „Scène“ a été chargé de réaliser une étude très complète permettant de doter ce lieu des équipements adaptés à sa taille et à ses vocations. Le supplément d'équipements scéniques par rapport au projet de base se chiffre à 880.000.– euros.

Dans l'étude du bureau „Scène“, un jeu d'orgues de 160 circuits est prévu pour l'éclairage scénique. Compte tenu de la charpente en bois existante le rayonnement calorifique de ces projecteurs d'une puissance totale d'environ 80 kW, dépasse les normes de sécurité autorisées. Afin de pouvoir assurer l'installation de cet éclairage scénique sans contrevenir aux recommandations de sécurité, il est prévu d'installer une climatisation, un système de désenfumage et une installation de sprinklage. Leur coût s'élève à 310.000.– euros.

La direction du Centre a formulé le désir que les divers accès soient à la fois conviviaux et cependant surveillés et contrôlables à distance. Après étude des équipements actuellement existants, il s'est avéré que l'installation d'un système avec cartes magnétiques, badges d'accès et vidéosurveillance des points sensibles est le mieux adapté. Il permet en effet la hiérarchisation des accès, leur contrôle permanent, la fluidité des allées et venues, ainsi qu'une parfaite sécurité. Le coût de la gestion centralisée, des points de vidéosurveillance, de la sonorisation du site, ainsi que des portes de secours, s'élève à 450.000.– euros.

La société AUBRY & GUIGUET a réalisé une étude très complète des besoins du complexe en matière d'équipements spéciaux destinés à doter le Centre de matériel lui permettant d'assumer sa fonction de lieu de rencontres, de séminaires et de conférences performantes, en conformité avec le nouveau programme de la Direction du Centre. L'étude concerne aussi bien la bureautique que le multimédia, les communications internes et externes, la signalétique, la muséographie ou les logiciels d'information. Le but est d'offrir aux utilisateurs du Centre, qu'ils soient partenaires ou clients extérieurs, les mêmes facilités que les structures comparables, tout en préservant le caractère du site et son charme. L'étude AUBRY & GUIGUET a été adaptée aux nouvelles technologies de l'information par le bureau VIEWING, garantissant ainsi une utilisation optimale et une fonctionnalité performante des diverses structures du complexe. Le coût supplémentaire de ces équipements s'élève à 125.000.– euros.

Le dépassement arrondi de tous les travaux décrits ci-dessus s'élève à un montant global arrondi de 2.300.000.– euros. Ces investissements supplémentaires sont nécessaires vu que le fonctionnement du Centre en dépend.

e. Centre pénitentiaire de Givenich

Le projet du CP Givenich doit se réaliser en partie dans les constructions existantes. Lors du développement du projet définitif, des adaptations, qui n'étaient pas connues à la phase avant-projet, sont devenues nécessaires. Ainsi, pendant la phase de planification du projet de loi et l'octroi des autorisa-

tions, l'état de certains bâtiments à conserver et rénover s'est aggravé de telle sorte que des mesures de stabilité et de rénovation supplémentaires doivent être prises. Il s'y ajoute la nécessité d'une mise en conformité des installations par rapport aux nouvelles prescriptions de sécurité de l'Inspection du Travail et des Mines et de la législation en matière d'établissements classés.

Concernant la construction d'un nouveau bâtiment central, l'étude comparative initiée par l'Administration des Bâtiments publics avait entre autres pour but d'analyser l'applicabilité du „Guide écologique pour la construction et la rénovation des bâtiments publics“ dans les réalisations pratiques éditées par ABP et l'Oekofonds. Cette étude faite en coopération avec le bureau d'architecture mandaté, l'organisme de contrôle agréé et la Fondation Oekofonds propose des mesures comprenant, entre autres, une réduction de l'énergie grise notamment par réduction de la masse volumétrique des dalles en béton armé, l'optimisation de l'isolation thermique, l'aménagement d'une installation de ventilation en combinaison avec des échangeurs de chaleur de sol ainsi que l'application de matériaux écologiques. La réalisation de ces mesures écologiques entraîne des surcoûts notamment dans la construction. Pendant la planification et l'optimisation de la cuisine par le bureau spécialisé Vanorek il s'est avéré nécessaire, suite aux nouvelles exigences du commodo et incommodo, de changer la conception et l'aménagement de l'équipement de cuisine afin de répondre aux réglementations et critères de sécurité en vigueur.

Au sujet de la transformation du grenier du bâtiment cellulaire, des raccordements supplémentaires du bâtiment au réseau de distribution de chauffage permettent une utilisation plus efficiente.

Dans la maison du fondateur, le démontage des radiateurs existants a été décidé du fait qu'on a constaté lors de l'étude détaillée que ceux-ci ne seront plus récupérables après la transformation de ce bâtiment.

En ce qui concerne la rénovation de la chapelle, il est à préciser que le projet de loi de 1998 prévoyait seulement le raccordement du bâtiment au réseau de chaleur. Les radiateurs existants devront être remplacés par des ventilo-convecteurs vu leur état vétuste.

La grange de la maison „Casel“ se trouve également dans un état très vétuste, qui rend nécessaire des mesures de sécurité particulières afin de garantir la stabilisation de la façade laquelle doit être conservée suivant décision du Service des Sites et Monuments.

Le montant total de ces travaux s'élève à une somme de 2.300.000.– euros.

f. Devis estimatif total du projet de loi (indice 569,61/octobre 2002)

Les projets concernés par le présent projet de loi sont financés pour la Chambre des Députés – Annexe (Maisons Printz et Richard), pour l'Abbaye Neumünster à Luxembourg-Grund et pour le Centre Pénitentiaire de Givenich par le Fonds d'investissements publics administratifs. Le coût de ces travaux s'élève à un total arrondi de 9.550.000.– euros. Les travaux relatifs au Lycée technique Nic-Biever à Dudelange sont financés par le Fonds d'investissements publics scolaires et s'élèvent à un montant total arrondi de 2.100.000.– euros.

*

4. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Bien que le Conseil d'Etat puisse se montrer d'accord avec le fait que „le développement d'un projet de construction est une entreprise de longue haleine“, il estime toutefois que de tels dépassements sont inacceptables et surtout contraires à une gestion en bon père de famille des deniers publics. Le Conseil d'Etat, en se référant aux différentes lois ayant autorisé des adaptations budgétaires, estime qu'„une attitude responsable non seulement des départements et autres administrations compétentes, mais également des hommes de l'art et autres techniciens est urgemment de mise pour remédier à de tels laisser-aller dans la gestion financière en mettant tous les moyens en œuvre à leur disposition pour agir promptement. Un tel changement de mentalités est indispensable vu l'évolution économique future du pays et les ressources financières à la disposition des autorités publiques.“

Le Conseil d'Etat espère par ailleurs que les dépenses actuellement arrêtées sont maintenant correctement évaluées par les auteurs du projet. Il serait évident qu'„un nouveau dépassement, voire toute modification des montants prévus, devront faire à nouveau l'objet d'une autorisation par le législateur“. Il espère finalement, quant aux coûts de consommation et d'entretien annuels, que les auteurs ne se sont

pas trompés non plus en affirmant que „les adaptations budgétaires de la présente loi n’engendreront que des frais de consommation et des frais d’entretien et de maintenance minimaux par rapport aux projets initiaux, vu qu’il s’agit d’extensions très petites par rapport au volume bâti existant, respectivement d’équipements complémentaires à acquérir“.

Le Conseil d’Etat ne marque son accord avec le projet de loi que pour ne pas retarder encore la mise en service des bâtiments concernés. Afin de retenir un prix rattaché à une valeur indiciaire aussi récente que possible, le Conseil d’Etat recommande toutefois de remplacer le montant des dépenses prévu dans le texte gouvernemental par celui qui correspond à la dernière valeur connue de l’indice semestriel des prix de la construction au moment du vote de la loi. Sans pour autant anticiper le commentaire des articles ainsi que le chapitre relatif aux travaux parlementaires, la Commission des Travaux publics ne s’est pas ralliée à cette proposition du Conseil d’Etat. La Commission donne en effet une nouvelle fois à considérer que dans ce cas le total des dépenses ne correspondrait plus au détail figurant dans le devis.

*

5. TRAVAUX DE LA COMMISSION

Concernant la critique sévère du Conseil d’Etat, il a été rappelé que le problème majeur réside dans le fait que les projets se trouvent encore à un stade très sommaire lorsqu’ils sont soumis au vote à la Chambre des Députés, de sorte que les devis ne peuvent pas être établis avec beaucoup de précision. Cette procédure est toutefois actuellement inévitable afin de permettre à l’Administration des Bâtiments publics de pouvoir disposer des moyens financiers en vue de réaliser des études et de finaliser de façon générale le projet. D’où le risque également que plus la procédure de finalisation devient longue plus le nombre de demandes supplémentaires et de changements de programme augmente. Il a été précisé que la Commission avait également à maintes reprises et depuis fort longtemps discuté de nouvelles procédures envisageables, dont celle à deux votes.

Le Président-Rapporteur tient à souligner que la restauration de bâtiments anciens réserve toujours certaines surprises, de sorte que la critique du Conseil d’Etat est peut-être un peu trop sévère.

*

6. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Intitulé

Le Conseil d’Etat estime qu’il faudrait pour des raisons de clarté indiquer suivant leur ordre chronologique les lois ayant autorisé les projets dont l’adaptation budgétaire est envisagée.

Aussi l’intitulé se lira-t-il comme suit:

„Projet de loi relative à l’adaptation budgétaire des projets de construction autorisés par

- 1) la loi du 29 juillet 1993 relative au réaménagement du complexe Abbaye de Neumünster en un Centre Culturel de Rencontre;
- 2) la loi du 20 janvier 1999 relative
 - a) à la transformation et à la restauration des maisons Printz et Richard à Luxembourg;
 - b) aux travaux supplémentaires concernant l’agrandissement et la transformation du bâtiment de la Chambre des Députés ainsi qu’à l’aménagement des installations multimédias afférentes;
- 3) la loi du 24 février 1999 relative à la restructuration et l’extension du Lycée technique Nic-Biever de Dudelange;
- 4) la loi du 29 avril 1999 relative à l’extension et la remise en état de certains bâtiments du Centre pénitentiaire de Givenich.“

La Commission décide de se rallier au Conseil d’Etat.

En présence d’un tel intitulé, le Conseil d’Etat, avant d’aborder l’examen des articles proprement dit, renvoie à son avis du 28 janvier 2003 relatif au projet de loi modifiant la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l’infrastructure ferroviaire quant à la présentation générale du projet de loi sous avis. Il avait ainsi remarqué que „quant à la forme, le Conseil d’Etat se doit de rappeler ses regrets déjà exprimés dans le cadre de son avis du 26 octobre 1999 sur le projet de loi (4563) qui allait devenir la loi du 24 juil-

let 2000, regrets consistant dans le fait de regrouper plusieurs projets d'investissement de grande envergure dans un seul et même projet de loi ce qui, tout en n'étant pas directement contraire à l'exigence de l'article 99 de la Constitution, en trahit cependant l'esprit en ce que la méthode choisie enlève en fait à la Chambre des députés son droit de se prononcer individuellement sur chacun des projets visés. Comme, à l'évidence, tous les projets prévus ne sauraient être réalisés en même temps, il eût été préférable de faire autoriser les principaux d'entre eux par des lois individuelles et spéciales. Le Conseil d'Etat se trouve conforté dans cette approche devant la multitude de modifications qui lui sont actuellement présentées. L'élaboration d'un projet de loi distinct pour chacun des projets d'infrastructure aurait certainement le grand avantage de permettre un meilleur suivi de chaque dossier, notamment au regard de l'évolution de son coût de réalisation. Cette méthode faciliterait très largement la mission de surveillance de la Chambre des députés en matière de grands travaux dans l'esprit de l'article 99 de la Constitution."

Une deuxième remarque générale concerne l'agencement du dispositif du texte sous avis. Ainsi, le Conseil d'Etat recommande, à l'instar de l'intitulé, l'ordre chronologique des dépenses effectuées que le projet sous avis entend adapter de sorte qu'une nouvelle numérotation est de mise. De même, dans un souci de cohérence, il convient d'intégrer les renvois aux Fonds publics dans les articles auxquels ils se rapportent.

La Commission décide de se rallier au Conseil d'Etat.

Article 1er nouveau

Il s'agit de l'article 3 du projet de loi sous avis. Cet article est à compléter par des alinéas 3 et 4 ayant la teneur suivante:

„Les dépenses sont imputables sur les crédits du fonds d'investissements publics administratifs.

Par dérogation à l'article 12b de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus."

En outre, il faut lire à l'alinéa 2 „de l'indice semestriel des prix de la construction“ au lieu de „de l'indice semestriel des prix à la construction“.

Enfin, le Conseil d'Etat propose de rédiger la première phrase de cet alinéa 2 de la façon suivante:

„Les dépenses engagées au titre de l'adaptation budgétaire visée à l'alinéa 1 ne peuvent pas dépasser la somme de 2.300.000.– euros“.

Par ailleurs, cet alinéa 1 doit se lire comme suit:

„Le Gouvernement est autorisé à adapter en termes réels les dépenses concernant la loi du 29 juillet 1993 relative au réaménagement du complexe Abbaye de Neumünster en un Centre Culturel de Rencontre."

La Commission décide de se rallier aux propositions du Conseil d'Etat.

Article 2 nouveau

Il s'agit de l'article 1er du projet de loi sous avis. Le Conseil d'Etat estime, quant à l'alinéa 1 de cet article, qu'il y a lieu de reproduire l'intitulé correct de cette loi et qui se lirait donc comme suit:

„Le Gouvernement est autorisé à adapter en termes réels les dépenses concernant la loi du 20 janvier 1999 relative

- a) à la transformation et à la restauration des maisons Printz et Richard à Luxembourg;
- b) aux travaux supplémentaires concernant l'agrandissement et la transformation du bâtiment de la Chambre des Députés ainsi qu'à l'aménagement des installations multimédias afférentes."

La première phrase de l'alinéa 2 aura la teneur suivante:

„Les dépenses engagées au titre de l'adaptation budgétaire visée à l'alinéa 1 ne peuvent pas dépasser la somme de 4.950.000.– euros."

Par ailleurs, il faut lire „de l'indice semestriel des prix de la construction“ au lieu de „de l'indice semestriel des prix à la construction“.

Enfin, l'article est à compléter par des alinéas 3 et 4 au libellé ci-après:

„Les dépenses sont imputables sur les crédits du fonds d'investissements publics administratifs.

Par dérogation à l'article 12b de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus."

La Commission décide de se rallier aux modifications proposées par le Conseil d'Etat.

Article 3 nouveau

Il s'agit de l'article 2 du projet de loi sous avis. Le Conseil d'Etat propose de libeller la première phrase de l'alinéa 2 comme suit:

„Les dépenses engagées au titre de l'adaptation budgétaire visée à l'alinéa 1 ne peuvent pas dépasser la somme de 2.100.000.– euros."

De même, il y a lieu de remplacer les termes „de l'indice semestriel des prix à la construction“ par ceux de „de l'indice semestriel des prix de la construction“.

Enfin, il y a lieu de compléter cet article par des alinéas 3 et 4 qui auront la teneur suivante:

„Les dépenses sont imputables sur les crédits du fonds d'investissements publics scolaires.

Par dérogation à l'article 12b de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus."

La Commission décide de se rallier au Conseil d'Etat.

Article 4

Il s'agit de l'article 4 du projet de loi sous avis. Il convient, quant à l'alinéa 1, de citer correctement l'intitulé de la loi concernée.

Aussi cet alinéa se lira-t-il comme suit:

„Le Gouvernement est autorisé à adapter en termes réels les dépenses concernant la loi du 29 avril 1999 relative à l'extension et la remise en état de certains bâtiments du Centre pénitentiaire de Givenich."

La première phrase de l'alinéa 2 de l'article aura le libellé suivant:

„Les dépenses engagées au titre de l'adaptation budgétaire visée à l'alinéa 1 ne peuvent pas dépasser la somme de 2.300.000.– euros."

De même, il y a lieu de remplacer les termes „de l'indice semestriel des prix à la construction“ par ceux de „de l'indice semestriel des prix de la construction“.

Enfin, il échet de compléter l'article par des alinéas 3 et 4 dont la teneur sera la suivante:

„Les dépenses sont imputables sur les crédits du fonds d'investissements publics administratifs.

Par dérogation à l'article 12b de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus."

La Commission décide de se rallier au Conseil d'Etat.

Articles 5 à 7

Le Conseil d'Etat propose de supprimer ces articles. La Commission décide de se rallier au Conseil d'Etat.

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

relative à l'adaptation budgétaire des projets de construction autorisés par

- 1) la loi du 29 juillet 1993 relative au réaménagement du complexe Abbaye de Neumünster en un Centre Culturel de Rencontre;**
- 2) la loi du 20 janvier 1999 relative**
 - a) à la transformation et à la restauration des maisons Printz et Richard à Luxembourg;**
 - b) aux travaux supplémentaires concernant l'agrandissement et la transformation du bâtiment de la Chambre des Députés ainsi qu'à l'aménagement des installations multimédias afférentes;**
- 3) la loi du 24 février 1999 relative à la restructuration et l'extension du Lycée technique Nic-Biever de Dudelange;**
- 4) la loi du 29 avril 1999 relative à l'extension et la remise en état de certains bâtiments du Centre pénitentiaire de Givenich**

Art. 1er.– Le Gouvernement est autorisé à adapter en termes réels les dépenses concernant la loi du 29 juillet 1993 relative au réaménagement du complexe Abbaye Neumünster en un Centre Culturel de Rencontre.

Les dépenses engagées au titre de l'adaptation budgétaire visée à l'alinéa 1 ne peuvent pas dépasser la somme de 2.300.000.– euros. Ce montant correspond à la valeur 575,85 de l'indice semestriel des prix de la construction d'avril 2003. Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction précité.

Les dépenses sont imputables sur les crédits du fonds d'investissements publics administratifs.

Par dérogation à l'article 12b) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus.

Art. 2.– Le Gouvernement est autorisé à adapter en termes réels les dépenses concernant la loi du 20 janvier 1999 relative a) à la transformation et à la restauration des maisons Printz et Richard à Luxembourg; b) aux travaux supplémentaires concernant l'agrandissement et la transformation du bâtiment de la Chambre des Députés ainsi qu'à l'aménagement des installations multimédias afférentes.

Les dépenses engagées au titre de l'adaptation budgétaire visée à l'alinéa 1 ne peuvent pas dépasser la somme de 4.950.000.– euros. Ce montant correspond à la valeur 575,85 de l'indice semestriel des prix de la construction d'avril 2003. Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction précité.

Les dépenses sont imputables sur les crédits du fonds d'investissements publics administratifs.

Par dérogation à l'article 12b) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus.

Art. 3.– Le Gouvernement est autorisé à adapter en termes réels les dépenses concernant la loi du 24 février 1999 relative à la restructuration et à l'extension du Lycée technique Nic-Biever de Dudelange.

Les dépenses engagées au titre de l'adaptation budgétaire visée à l'alinéa 1 ne peuvent pas dépasser la somme de 2.100.000.– euros. Ce montant correspond à la valeur 575,85 de l'indice semestriel des prix de la construction d'avril 2003. Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction précité.

cateur, ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction précité.

Les dépenses sont imputables sur les crédits du fonds d'investissements publics scolaires.

Par dérogation à l'article 12b) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus.

Art. 4.– Le Gouvernement est autorisé à adapter en termes réels les dépenses concernant la loi du 29 avril 1999 relative à l'extension et la remise en état de certains bâtiments du Centre pénitentiaire de Givenich.

Les dépenses engagées au titre de l'adaptation budgétaire visée à l'alinéa 1 ne peuvent pas dépasser la somme de 2.300.000.– euros. Ce montant correspond à la valeur 575,85 de l'indice semestriel des prix de la construction d'avril 2003. Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction précité.

Les dépenses sont imputables sur les crédits du fonds d'investissements publics administratifs.

Par dérogation à l'article 12b) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus.

Luxembourg, le 19 avril 2004

Le Président-Rapporteur,
Nicolas STROTZ

